

Bulletin d'histoire politique

L'élection du 4 septembre 2012 : la crise du système politique québécois se poursuit

Pierre Drouilly



Volume 21, Number 2, Winter 2013

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1014129ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1014129ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Drouilly, P. (2013). L'élection du 4 septembre 2012 : la crise du système politique québécois se poursuit. *Bulletin d'histoire politique*, 21(2), 7–11.
<https://doi.org/10.7202/1014129ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2013

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

L'élection du 4 septembre 2012 : la crise du système politique québécois se poursuit

PIERRE DROUILLY
Université du Québec à Montréal

Après les élections québécoises de 2007, qui ont vu l'Action démocratique, après trois échecs consécutifs (1994, 1998, 2003), émerger comme candidate à un réalignement politique du bipartisme Parti libéral/Parti québécois qui dominait la politique québécoise depuis près de quarante ans ; après les élections québécoises de 2008 qui ont vu l'échec retentissant de l'Action démocratique et un certain retour au bipartisme ; après les élections fédérales de 2011 qui ont vu la presque disparition du Bloc québécois auquel les électeurs étaient pourtant restés fidèles depuis presque vingt ans et au cours de six élections fédérales consécutives (1993, 1997, 2000, 2004, 2006 et 2008) et l'irruption, au Québec, du Nouveau parti démocratique venu de nulle part, ce qui a propulsé ce parti comme Opposition officielle à la Chambre des communes pour la première fois depuis un demi-siècle, on pourrait se demander si l'élection du 4 septembre 2012 n'est pas une autre bizarrerie électorale « made in Québec ».

La participation électorale

Depuis une décennie le taux de participation au Québec n'a cessé de chuter¹ : 78 % en 1998, 70 % en 2003, 71 % en 2007, 57 % en 2008 (son plus bas niveau depuis 1867). Cela a représenté un demi-million d'abstentions supplémentaires entre 1998 et 2003, une stabilité entre 2003 et 2007, et une nouvelle augmentation de 800 000 abstentions entre 2007 et 2008. En 2012, le

taux de participation est remonté à 75 % (soit une diminution de 950 000 abstentions entre 2008 et 2012), ce qui invalide toutes les explications en termes de désaffection des citoyens face à la classe politique ou à la politique. Comme on le verra plus loin, les variations du taux de participation s'expliquent par des raisons politiques, ce que nous appelons « l'abstentionnisme partisan ». Indiquons déjà un phénomène remarquable : alors que chez les électeurs francophones les taux de participation estimés sont restés beaucoup plus stables (80 % en 1998, 75 % en 2003, 78 % en 2007, 64 % en 2008 et 77 % en 2012), on a assisté à une chute spectaculaire des taux de participation des anglophones (78 % en 1998, 62 % en 2003, 55 % en 2007 et 40 % en 2008 !) et des allophones (74 % en 1998, 56 % en 2003, 49 % en 2007 et 33 en 2008 !) : en 2012 le taux de participation des anglophones et des allophones remonte à 71 %, en retrait du taux de participation des francophones (77 %). Cette désaffection des électeurs non-francophones, qui habituellement appuie massivement le Parti libéral, demeure encore un phénomène inexpliqué.

Le vote libéral

Avec 31,2 % des votes exprimés, le Parti libéral atteint son plus bas niveau depuis 1867, plus bas même qu'en 1976 (33,8 %). Durant la dernière décennie, le vote libéral a connu des fortes variations (44 % en 1998, 46 % en 2003, 33 % en 2007, 42 % en 2008 et 31 % en 2008), mais si l'on tient compte du taux de participation, et donc si l'on calcule les pourcentages par rapport aux électeurs inscrits, on constate une dérive constante des appuis au Parti libéral : 34 % en 1998, 32 % en 2003, 23 % en 2007, 24 % en 2008 et 23 % en 2012. Alors que le Parti libéral remporte l'élection de 2003 avec presque le même appui qu'en 2008 (perte de seulement 16 000 voix), il subit une hémorragie de 440 000 voix en 2007, et demeure stable depuis (gain de 52 000 entre 2007 et 2008 ; perte de 4 000 voix entre 2008 et 2012) : les pertes sont dues en partie aux électeurs non-francophones, mais comme le nombre de voix du Parti libéral est à peu près stable depuis 2007, et que maintenant les électeurs non-francophones sont revenus aux urnes, cela signifie que le Parti libéral a continué à subir des pertes chez les électeurs francophones en 2012. De fait, le vote francophone libéral a dépassé à peine les 20 % en 2012. Malgré ce bas niveau, le Parti libéral est arrivé à faire élire 50 députés sur 125, dont une quarantaine sont élus grâce à l'appui massif au Parti libéral des électeurs non-francophones (de l'ordre de 75 % le 4 septembre dernier). C'est la face cachée des élections au Québec.

Le vote péquiste

Le Parti québécois a certes remporté l'élection (mais avec un gouvernement minoritaire) avec seulement 31,9 % (à peine 0,7 % de plus que le Parti libéral) et 54 députés élus (devant 50 libéraux). Les déboires électoraux du Parti québécois remontent à l'élection de 2003, alors qu'il a perdu près d'un demi-million de voix (qui sont allées pour moitié à l'Action démocratique et pour moitié à l'abstention, le Parti libéral demeurant stable entre 1998 et 2003). Cette hémorragie du vote péquiste s'est poursuivie en 2007 (perte de 144 000 voix qui sont allées à l'Action démocratique) pour se stabiliser en 2008 (gain de 16 000 voix). En 2012, le Parti québécois récupère une partie de ses pertes (gain d'un quart de million de voix), mais sur la décennie 2000 il manque encore 350 000 voix pour que le Parti québécois retrouve son niveau des années 1990. Par rapport aux électeurs inscrits, le Parti québécois a chuté en 2007 et 2008 à 20 % environ, qui était son résultat aux élections de 1970 ! En 2012, le Parti québécois est remonté à 23,5 % des électeurs inscrits (son niveau de 1973), mais il est encore loin du seuil de confort, que l'on peut situer au-dessus de 30 % des électeurs inscrits, et qui lui garantirait un gouvernement majoritaire. Bien entendu, chez les électeurs francophones, le Parti québécois a retrouvé sa position en première place, avec un peu moins de 40,0 % de leur appui en 2012.

Le vote caquiste

L'Action démocratique, qui végétait aux élections de 1994 et 1998 (ce n'était finalement que le parti d'un seul homme, Mario Dumont, et seul élu), fait une première percée modeste en 2003 (4 députés et 18 % des voix). C'est à l'élection de 2007 que se produit la déferlante adéquiste (un gain de plus d'un demi-million de votes par rapport à l'élection de 2003, 41 députés élus et 30,8 % des voix), qui permet à Mario Dumont de devenir chef de l'opposition et à l'Action démocratique de devancer le Parti québécois chez les francophones : cette poussée de l'Action démocratique se fait principalement dans les régions de Québec, de Chaudière-Appalaches et des banlieues montréalaises du « 450 » dans lesquelles sont élus les trois-quarts des députés de l'ADQ. Les gains de l'Action démocratique proviennent en 2003 du Parti québécois (plus de 200 000 voix) et en 2007 du Parti québécois (plus de 100 000 voix) mais surtout du Parti libéral (presque 300 000 voix). En 2008, le vote adéquiste s'effondre, avec une perte de près de 700 000 voix, dont une faible partie retourne au Parti libéral (50 000 voix) mais l'essentiel va alimenter l'abstention (plus de 600 000 voix), ce qui explique l'affaissement du taux de participation en 2008.

Le vote pour la Coalition avenir Québec en 2012 se répartit essentiellement comme celui de l'Action démocratique dans les années 2000 : deux

zones fortes (Région métropolitaine de Québec et région de Chaudière-Appalaches dans lesquelles la CAQ a fait élire 11 de ses 19 députés), et la seconde banlieue de Montréal, le «450» dans lequel l'Action démocratique avait fait sa percée en 2007 et dans laquelle la CAQ a fait élire 6 de ses députés (dont François Legault, le chef de la CAQ et Jacques Duchesneau, candidat vedette, mais pas Gaétan Barrette, ni Maud Cohen, ni Dominique Anglade...). En 2012, la Coalition avenir Québec progresse d'environ 650 000 voix par rapport au vote adéquiste de 2008, ce qui explique, avec la progression de 250 000 du Parti québécois, la remontée du taux de participation, le Parti libéral demeurant stagnant (quoiqu'en baisse chez les électeurs francophones, baisse compensée par une progression chez les électeurs non-francophones qui eux aussi sont retournés aux urnes).

Le vote de Québec solidaire

Dans ces vastes mouvements de vote et d'abstention au cours des élections de la décennie 2003-2012, Québec solidaire a connu une progression modeste, mais constante: 40 000 voix en 2003 (Union des forces progressistes), 144 000 voix en 2007, un plateau de 123 000 voix en 2008 et finalement 263 000 voix en 2012. Cette progression demeure malgré tout très modeste (comme le fut celle de l'Action démocratique entre 1994 et 2003), centrée sur la personnalité de ses deux co-chefs, seuls élus en 2012 (tout comme Mario Dumont fut le seul élu en 1994 et 1998). À part les circonscriptions de Mercier (Amir Khadir) et de Gouin (Françoise David), dans lesquelles Québec solidaire a obtenu respectivement 47 % et 46 %, et quelques circonscriptions autour (Sainte-Marie-Saint-Jacques 25 %, Laurier-Dorion 24 %, Hochelaga-Maisonneuve 24 %, Outremont 18 %), le vote solidaire demeure très marginal (moins de 10 % dans 90 % des circonscriptions): en somme le vote solidaire demeure l'expression du Plateau-Mont-Royal et de ses environs. Malgré cette concentration du vote de Québec solidaire dans le centre de l'Île de Montréal, ses résultats ailleurs au Québec sont une des causes qui ont empêché le Parti québécois de faire élire un gouvernement majoritaire: ce qui prouve qu'avec les meilleures intentions du monde et un programme politique des plus généreux, un parti de gauche peut favoriser l'élection de députés de droite, libéraux ou caquistes.

Le système politique dans la tourmente

L'élection de 2012 est clairement dans la foulée des élections de la dernière décennie: sur un fond de désaffection pour les deux grands partis, libéral et québécois, les électeurs cherchent leur voie. Désaffection d'une partie

de l'électorat péquiste en 2003, en partie vers l'abstention et en partie vers l'Action démocratique, puis à partir de 2007 aussi vers Québec solidaire avec un retour partiel des abstentionnistes vers le Parti québécois en 2012. Désaffection des électeurs non-francophones libéraux en 2007 vers l'abstention, et retour au Parti libéral en 2012, mais aussi importante désaffection des électeurs francophones libéraux vers l'Action démocratique en 2007, puis vers l'abstention en 2008, avec un retour important vers la Coalition démocratique en 2012. L'électorat québécois tourne en quelque sorte en rond, et le mode de scrutin fait le reste.

On peut dire que d'une certaine façon les quatre élections québécoises de 2003, 2007, 2008 et 2012 forment un tout, et illustrent la tentative confuse et désordonnée de sortir du désenchantement post-référendaire de l'après Meech. Comme le gouvernement issu des élections du 4 septembre 2012 est minoritaire, la partie va se prolonger, avec une nouvelle consultation électorale dans un délai relativement court.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Pour la décennie 1998-2008 nous nous servons de Pierre Drouilly, « La structure des appuis aux partis politiques québécois 1998-2008 » p. 131-168 dans Réjean Pelletier (dir.), *Les partis politiques québécois dans la tourmente. Mieux comprendre et évaluer leur rôle*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, 412 pages.